

**Convention n°2024-124**

**Agrément d’un restaurant**

**Entre les soussignés**

**RESTAURATEUR**

Adresse

Représenté par ………………………………………………. en sa qualité de …………………………………………………..

**Ci-après dénommé « le restaurant agréé »**

D’une part

**Et**

**Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires Grenoble Alpes**

Bâtiment MUSE – 80, allée Ampère – 38400 SAINT MARTIN D’HERES

Représenté par Bénédicte CORVAISIER en sa qualité de Directrice Générale

**Ci-après dénommé « le CROUS »**

D’autre part

VU l’article L 822-1-1 du code de l’éducation introduit par la loi n°2023-265 du 13 avril 2023

VU la circulaire MESR du 4 décembre 2023 relative à l’identification des leviers de renforcement de l’offre de restauration étudiante dans les zones ne disposant pas d’une offre de restauration gérée ou agréée par le réseau des œuvres universitaires et scolaires

VU la note du Cnous en date du 30 janvier 2024

Considérant que le Crous souhaite développer l’offre de restauration au bénéfice des étudiants de l’ENSAG et qu’il ne pourra l’exploiter directement. Le Crous propose avec l'accord de la direction de l’école, confier la gestion d’une partie de l’offre de restauration sociale étudiante à emporter, à l’opérateur de restauration privé choisi par l’ENSAG.

Considérant que le, ci-après dénommé « le restaurant agréé » peut, en accueillant cette population en sus de ses convives usuels, participer à la mission de service public des œuvres universitaires.

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit.**

**TITRE I – Obligations de l’établissement agréé**

**Article 1**

Le restaurant agréé s’engage à accueillir, après vérification de leur statut d’étudiant et de leur qualité de boursiers et non boursiers, sur la base de la carte étudiante, les étudiants inscrits dans un établissement ou une section d’établissement ouvrant droit aux actions du réseau des œuvres universitaires et scolaires tel que précisé par l’article L 821-1 du code de l’éducation.

Il s’engage également à assurer un suivi mensuel selon le modèle annexé à la présente convention (annexe 4), qui fera l’objet d’un état justifié et signé, du nombre de repas servis par jour, précisant le tarif appliqué aux convives en fonction de leur statut.

**Article 2**

Les étudiants bénéficient, dans le restaurant agréé, de prestations quantitativement et qualitativement équivalentes à celles offertes dans les restaurants gérés par le CROUS. La nature détaillée de ces prestations ainsi que leur prix, établi par référence à la valeur du tarif étudiant des restaurants universitaires, sont fixés dans la fiche annexée à la présente convention (annexes 2 et 3). L’offre sera composée d’un produit principal à emporter et d’un dessert.

**Article 3**

Le restaurant agréé est ouvert aux étudiants :

Pour le repas correspondant au déjeuner,

Du lundi au vendredi,

Durant l’année universitaire.

En fonction de l’organisation et du mode de fonctionnement de la structure, des précisions peuvent être apportées en annexe 5.

Les horaires d’ouverture ainsi que le nombre prévisionnel de jours d’ouverture sont également précisés sur la fiche annexée (annexe 5).

**Article 4**

Le restaurant agréé s’engage à respecter les mesures d’hygiène et de sécurité prévues par les lois et règlements en vigueur ainsi que les prescriptions des autorités compétentes, relatives notamment à l’entretien des locaux, au traitement des denrées et au contrôle médical du personnel.

**Article 5**

Le restaurant agréé s’engage à fournir au CROUS :

* **Avant le 10 du mois suivant**,(annexe 4) l’état déclaratif, du mois précédent, du nombre de repas servis aux étudiants par le restaurant agréé, en distinguant les repas servis aux étudiants non boursiers et ceux servis aux étudiants boursiers ainsi qu’aux étudiants qui bénéficient par décision du Crous, de la tarification très sociale dont le tarif est fixé à date de la présente convention à 1€.

(annexe 4)

* **Avant le 1er juin de chaque année**, un rapport d’activité relatif aux opérations afférentes à la restauration universitaire effectuées pendant l’année civile précédente. Celui-ci mentionne obligatoirement toute modification apportée à la fiche récapitulative annexée (annexe 6) à la présente convention.

**Article 6**

Le restaurant agréé est juridiquement et financièrement responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages, de quelque nature qu’ils soient, et fait son affaire de tous les risques et litiges résultant de l’activité du restaurant agréé.

Afin de simplifier la vérification du statut d’étudiant comme de sa qualité de boursier ou non boursier, si les conditions techniques le permettent, la possibilité de déployer les fonctionnalités de l’applicatif *Izly* dans les logiciels de caisse du prestataire sera à rechercher.

**TITRE II – Obligations du CROUS**

**Article 7**

Le CROUS s’engage à verser au restaurant agréé une subvention rémunérant sa participation à la mission de service public confiée aux œuvres universitaires. Son montant est établi sur un cout unitaire par repas servi, arrêté par le CROUS et en fonction des dispositions arrêtées en annexe 3, figure sur la fiche récapitulative annexée (annexe 6), pour l’année civile en cours.

Le CROUS s’engager à verser une avance de trésorerie au restaurant agréé, lui permettant de pouvoir compenser les deux premiers mois de fonctionnement.

L’avance sera d’un montant de 4 880 €, sur la base de 40 couverts par jour pendant 8 semaines et en prenant en compte un taux de passage d’étudiants boursiers estimé à 50%.

Par la suite, soit à l’issue des deux premiers mois, le CROUS reversera une subvention des sommes dues à l’entreprise sur la base du relevé mensuel transmis avant le 10 du mois n pour chaque mois de n-1.

Sur la base des bilans transmis par l’entreprise des deux premiers mois de fonctionnement, Le Crous sera amené à :

* Si le bilan des dépenses est supérieur à l’avance de trésorerie verser le complément entre l’avance de trésorerie et le montant du bilan
* Si le bilan des dépenses est inférieur à l’avance de trésorerie, maintenir le solde de l’avance qui fera l’objet d’une récupération sur le bilan suivant à venir.
* Si à la fin de la convention, le Crous n’a pu récupérer l’avance de trésorerie, l’entreprise s’engage à lui en reverser le solde dans les 30 jours à compter de la fin de la convention.

**TITRE III – Dispositions diverses**

**Article 9**

La présente convention est conclue pour une durée de sept (7) mois. Elle prendra effet le 1er février 2025, date arrêtée par le CROUS et communiquée aux cosignataires sur la fiche récapitulative annexée, et se terminera le 31 aout 2025. Elle pourra être reconduite par avenant, dans la limite de cinq (5) ans reconductions comprises.

**Article 10**

La présente convention peut prendre fin sur dénonciation de l’une ou l’autre partie, par lettre recommandée adressée au cosignataire, avant le 1er juin pour l’année universitaire suivante. Le montant de la subvention est alors révisé en fonction de la durée réelle de fonctionnement de l’agrément.

**Article 11**

Les parties à la présente convention s’engagent à respecter les dispositions du Règlement général de la protection des données personnelles n°2016/679 (RGPD) du 27 avril 2016 et de la loi n°78 17 du 6 janvier 1978, ou tout autre texte les remplaçant.

Pour cela, des mesures permettant l’exercice du droit des personnes doivent être prises. A cette fin, ladite partie indiquera aux personnes concernées, le nom et adresse du délégué à la protection des données auprès duquel ces droits peuvent être exercés.

Chaque partie est responsable des données personnelles qu’elle a collectées pour la finalité du traitement. Pour cela, elle doit prendre toutes précautions nécessaires pour préserver la sécurité de ces données, en assurer la conservation et l’intégrité dans le respect des dispositions légales applicables.

Chaque partie s'engage à garder confidentielle toute information donnée comme telle provenant de l'autre partie et à exiger du personnel placé sous son autorité le respect de ces obligations. Il est convenu que si une partie entend communiquer à un tiers l'une de ces informations, elle devra obtenir au préalable le consentement de l'autre Partie.

Les données collectées ne peuvent être conservées que pour la durée de la présente convention, soit une durée d’un an pouvant aller jusqu’à cinq ans, en cas de renouvellement.

**Article 12**

La directrice générale du CROUS ou son représentant ainsi que tout expert mandaté par elle, notamment des services médicaux ou vétérinaires, sont habilités à visiter les locaux de production et de distribution des repas et à vérifier la bonne exécution des engagements présentement souscrits.

**Article 13**

En cas de non-exécution des clauses de la convention ou d’irrégularités graves constatées par le CROUS et après une première injonction adressée au restaurant agréé, le CROUS peut décider la suspension immédiate des effets de la présente convention.

**Article 14**

Les Parties élisent respectivement domicile en leur siège figurant en tête des présentes.

En cas de difficulté pour l’application de la présente convention, concernant notamment sa validité, son interprétation, ou sa rupture, les parties s’efforceront de régler le différend à l’amiable.

Les litiges éventuels soulevés par l’exécution de la présente convention relèvent de la compétence de la juridiction administrative, le CROUS étant statutairement un établissement public à caractère administratif chargé de remplir une mission de service public auprès de ses usagers.

**Article 15**

Les annexes suivantes sont jointes à la présente convention :

* Annexe 1 : Liste des établissements d’Enseignement supérieur concernés par la convention
* Annexe 2 : Détail des prestations
* Annexe 3 : Montant de la subvention versée par le Crous
* Annexe 4 : Matrice d’état déclaratif de restauration agréée
* Annexe 5 : Jours prévisionnels et horaires d’ouverture de l’espace de restauration
* Annexe 6 : Fiche récapitulative de la convention

Convention établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Fait à

Le Le

|  |  |
| --- | --- |
| Pour le Crous Grenoble Alpes | Pour RESTAURATEUR |
| Bénédicte CORVAISIER, Directrice Générale | NOM REPRESENTANT, Qualité |

**ANNEXE 1**

**LISTE DE L’ETABLISSEMENT D’ENSEIGNEMENT SUPERIEUR CONCERNE PAR LA CONVENTION**

L’Ecole Nationale Supérieure d’Architecture de Grenoble

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **ANNEXE 2**  **DETAIL DES PRESTATIONS**   |  |  | | --- | --- | |  | | | | **Option 1** | **Option n°2** | | XX | XX | | XX | XX |   **ANNEXE 3**  **MONTANT DE LA SUBVENTION VERSEE PAR LE CROUS** | | | | |
|
| **Statut étudiant** | **Montant sans réduction étudiant** | **Tarif facturé  à l'étudiant** | **Subvention versée par  le Crous (par repas)** |
| Boursier, Précaire | XX | 1,00 € | XX |
| Non boursier | 3,30 € | XX |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **ANNEXE 4 : ETAT DECLARATIF DE RESTAURATION AGREEE** | | | |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Société :** |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Période :** *[mois + année]* |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  | **Repas boursiers ou précaires** | **Repas non boursiers** |  |
| **Tarif facturé au passage en caisse** |  |  |  |
| **Montant de la subvention Crous par repas** |  |  |  |
| **Nombre de repas servis** |  |  |  |
| **Montant à total à verser** |  | |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| Pièce jointe : état justifié et signé |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| Fait à *[lieu]* |  |  |  |
| Le *[date]* |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  | Signature et cachet : | |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

**ANNEXE 5 : JOURS PREVISIONNELS ET HORAIRES D’OUVERTURE DE L’ESPACE DE RESTAURATION**

*[à renseigner par la société]*

**ANNEXE 6**

**FICHE RECAPITULATIVE DE LA CONVENTION**

|  |  |
| --- | --- |
| **OBJET DE LA CONVENTION** | Agrément d’un restaurant |
|
|
|
| **COSIGNATAIRES** | Crous Grenoble Alpes |
|
| RESTAURATEUR |
|
| **DUREE DE LA CONVENTION** | Du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026 |
|
|
|
| **TYPE DE RECONDUCTION** | Par avenant |
|
|
|
| **LIMITE DE RECONDUCTION** | Quatre (4) ans. Soit fin définitive le 31 décembre 2029 |
|
|
|
| **MONTANT DES SUBVENTIONS (PAR REPAS)** | Boursiers, précaires : XX € |
|
| Non boursiers : XX € |
|